

# La pauvreté n'est pas un choix

Christine Mahy (Réseau belge de Lutte contre la Pauvreté Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté), Rocco Vitali (Forum Bruxellois de Lutte contre la Pauvreté), Manu Chiguero (Plate-forme bruxelloise Pauvreté), Frederic Vanhauwaert (Réseau flamand de Lutte contre la Pauvreté), Jos Geysels (Decenniumdoelen 2017)

**3** 80 000... C'est le nombre de Belges que le gouvernement Di Rupo a l'ambition de sortir de la pauvreté d'ici 2020. Promesse solennelle à laquelle s'est engagé le gouvernement belge sur base d'un indicateur chiffré de l'Europe à l'issue de l'année 2010! Un an plus tard, ce même gouvernement a pris une orientation qui ne peut que pousser davantage de personnes dans la pauvreté. Le zèle avec lequel celui-ci coupe dans des politiques structurelles de base telles que les pensions et les allocations sociales contraste fortement avec le silence assourdissant quand il s'agit de création d'emplois ou d'ouverture de droits sociaux.

Ce n'est pas par hasard que ce dimanche 30 septembre 2012, les organisations de lutte contre la pauvreté, les syndicats, les mutualités et les mouvements de seniors manifestent ensemble contre une politique d'austérité unilatérale et glaciale. Une union forte qui correspond à l'intensité de la gravité de la situation. De toute évidence, la pauvreté et l'appauvrissement sont néfastes pour l'économie. Les exemples de la Grèce et de l'Espagne sont éloquentes à ce sujet et imposent de revoir les positions confinées dans l'austérité pour prendre d'autres orientations.

Le massacre social organisé dans le Sud de l'Europe ne nous atteint heureusement pas encore! Mais les craintes réelles d'en prendre la direction poussent la société civile, des deux côtés de la frontière linguistique, à tirer la sonnette d'alarme et à signaler à temps que la politique doit résolument prendre une autre direction.

Contrairement à ce que pourrait penser le gouvernement qui parle "avec facilité" du thème de l'activation, les organisations de lutte contre la pauvreté, et avec elles et à travers elles la société civile dans son entièreté, souhaiteraient que les gens soient accompagnés constructivement vers une formation appropriée et/ou un emploi adéquat et de qualité avec un revenu décent.

La logique qui prévaut vise à réduire froidement les allocations des chômeurs de longue durée, atteignant ainsi les chefs de familles, les personnes seules et les jeunes, et ce jusqu'à confiner l'allocation de certains largement au-dessous du seuil de pauvreté. Notre conception de "l'activation" est toute autre. Elle repose avant tout sur la création d'emplois de qualité, durables, justement rémunérés permettant de mener une vie conforme à la dignité humaine.

Mais force est de constater que mois après mois, les emplois diminuent! Un nombre croissant de personnes sont contraintes d'accepter des contrats et des contextes de travail qui les installent dans l'instabilité permanente et la précarisation. Nous demandons donc avec insistance en premier lieu un accompagnement des employeurs pour qu'ils puissent trouver de l'emploi diversifié, durable et rémunérateur, accessible aux personnes peu qualifiées, âgées de plus de 50 ans, aux travailleurs d'origine étrangère et aux personnes ayant un handicap. Sommes-nous entendus? Un projet ça et là, comme une goutte d'eau dans la mer, mais aucune ou beaucoup trop peu de mesures structurelles!

Vivre avec une allocation en dessous du seuil de pauvreté n'est pas un choix, mais une injustice. Un revenu d'intégration de 785 € pour une personne seule et 1 403 € pour un ménage avec deux enfants à charge (soit 30% en dessous des standards budgétaires calculés par des universités), ne créent pas les conditions de la mobilité sociale, bien au contraire.

Dans de telles conditions inadmissibles, "accompagner" les gens c'est travailler à partir de leurs réalités et de leurs possibilités, en évitant tout risque de précarisation accru. Pas vraiment confortable comme situation, surtout en ajoutant les factures impayables d'énergie, les loyers élevés, le coût de la scolarité, des soins de santé, etc.

A titre d'exemple en matière de santé, des systèmes tels que le tiers-payants ou le maximum à facturer sont des bonnes mesures qui restent encore malheureusement inaccessibles à trop de personnes qui en ont un réel besoin. Les gens reportent régulièrement des visites médicales nécessaires, trop coûteuses ou exigeant une avance financière de la part du patient. Une injustice sociale imposée par le zèle de l'austérité. La pauvreté n'est pas un choix, mais une injustice sociale inacceptable. La lutte contre la pauvreté ne devrait pas être un choix, mais un devoir citoyen, politique et social.